

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.55  
2 mars 1993

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-neuvième session  
Point 10 de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES  
SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION

OU D'EMPRISONNEMENT

Argentine, Autriche, Australie, Belgique\*, Bulgarie\*, Burundi, Chili  
Costa Rica, Chypre, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie\*,  
Irlande\*, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de  
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda\*, Sénégal\*, Slovaquie,  
Suède, Suisse\* : projet de résolution

1993/... Question de la détention arbitraire

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 1985/16 du 11 mars 1985, dans laquelle elle a  
prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de  
la protection des minorités d'analyser les renseignements disponibles sur la  
pratique de l'internement administratif sans chef d'inculpation ou jugement,  
et de faire des recommandations sur le recours à cette pratique,

---

\*/ Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur  
des commissions techniques du Conseil économique et social.

page 2

Rappelant également sa résolution 1989/38 du 6 mars 1989, sa décision 1990/107 du 7 mars 1990 et sa résolution 1992/28 du 28 février 1992,

Réaffirmant les articles 3, 9, 10 et 29 ainsi que les autres dispositions pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Rappelant les articles 9, 10, 11 et 14 à 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant pris acte avec satisfaction, à sa quarante-septième session, du rapport révisé de M. Louis Joinet sur la pratique de la détention administrative (E/CN.4/Sub.2/1990/29 et Add.1) et des recommandations formulées dans ce rapport,

Rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988, a adopté l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, qui couvre également la détention administrative, et qu'il n'y a, par conséquent, plus lieu de traiter la question de la détention administrative indépendamment, même si, dans certains cas, la procédure d'internement administratif donne lieu à des abus spécifiques,

Rappelant également sa résolution 1991/42 du 5 mars 1991, par laquelle elle a décidé de créer, pour une période de trois ans, un groupe de travail composé de cinq experts indépendants, chargé d'enquêter sur les cas de détention imposée arbitrairement ou de toute autre manière incompatible avec les normes internationales pertinentes énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou dans les instruments de droit internationaux pertinents acceptés par les Etats concernés,

Rappelant en outre que, dans sa résolution 1992/28 du 28 février 1992, elle a exprimé sa satisfaction au Groupe de travail sur la détention arbitraire pour la diligence avec laquelle il a mis au point ses méthodes de travail,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1993/24),

Ayant entendu les commentaires formulés pendant la quarante-neuvième session de la Commission,

1. Exprime son appréciation au Groupe de travail sur la détention arbitraire pour la manière dont il accomplit sa tâche, notamment en raison de l'importance qu'il attache au respect de la procédure contradictoire dans son dialogue avec les Etats, et à la recherche de la coopération avec tous ceux qui sont concernés par les cas soumis à son examen;

2. Prend acte avec satisfaction du rapport du Groupe de travail et remercie les experts pour la rigueur avec laquelle ils se sont acquittés de leur mission, compte tenu du caractère très spécifique de leur mandat d'enquête sur des cas;

3. Demande au Groupe de travail de continuer, dans l'accomplissement de son mandat, à rechercher et recueillir des informations des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que des informations des individus concernés, de leur famille ou de leurs représentants légaux;

4. Estime que, dans le cadre de son mandat, le Groupe de travail, toujours dans un souci d'objectivité, pourrait se saisir de cas de sa propre initiative;

5. Invite le Groupe de travail à continuer à prendre en compte, dans l'exercice de son mandat, la nécessité de s'acquitter de sa tâche avec discrétion, objectivité et indépendance et de poursuivre l'amélioration de ses méthodes de travail;

6. Prend acte des délibérations adoptées par le Groupe de travail sur des questions de portée générale, dans un but de prévention, en vue de faciliter l'examen de futurs cas, de mieux informer les Etats et de contribuer à renforcer encore l'impartialité de ses travaux;

7. Se félicite de l'importance que le Groupe de travail attache à la coordination avec les autres mécanismes de la Commission des droits de l'homme ainsi qu'avec les organes de suivi des traités, et l'invite à prendre position dans son prochain rapport sur la question de la recevabilité des cas qui lui sont soumis alors que d'autres instances seraient saisies;

8. Exprime ses vifs remerciements aux gouvernements qui ont coopéré avec le Groupe de travail et ont répondu à ses demandes d'information et demande à tous les gouvernements concernés de faire preuve du même esprit de coopération;

9. Demande aux gouvernements concernés d'accorder l'attention voulue aux "appels urgents" qui leur sont adressés par le Groupe de travail sur une base strictement humanitaire et sans préjuger de sa décision finale sur le caractère de la détention;

page 4

10. Exhorte les gouvernements concernés à accorder leur attention aux décisions du Groupe de travail, à prendre, le cas échéant, les mesures appropriées et à faire connaître au Groupe de travail, dans des délais raisonnables, les suites données à ses recommandations afin qu'il puisse en informer la Commission;

11. Encourage les gouvernements à envisager d'inviter le Groupe de travail à se rendre dans leur pays, afin de lui permettre non seulement de s'acquitter de son mandat de protection avec une efficacité encore accrue, mais aussi de faire des recommandations concrètes sur les actions de promotion des droits de l'homme, dans l'esprit des services consultatifs ou d'assistance technique, qui peuvent être utiles aux pays concernés;

12. Se félicite que le Groupe de travail ait été informé de la libération de nombreuses personnes dont la situation avait été portée à son attention;

13. Note avec préoccupation que, selon le Groupe de travail, la pratique des détentions arbitraires est facilitée et aggravée par plusieurs facteurs tels que l'abus des états d'exception, la définition trop vague de délits d'atteinte à la sécurité de l'Etat et l'existence de juridictions spéciales ou d'exception;

14. Se déclare également préoccupée par le fait que les cas les plus fréquents de privation arbitraire de liberté sont motivés par l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression;

15. Encourage vivement les Etats à s'efforcer de prendre les mesures appropriées afin d'assurer la conformité de leur législation dans ces trois domaines avec les instruments internationaux pertinents;

16. Encourage également les Etats, conformément à sa résolution 1992/35 du 28 février 1992 intitulée "Habeas corpus" et aux recommandations du Groupe de travail, à se doter d'une procédure telle que l'habeas corpus et à la maintenir en toutes circonstances, y compris en période d'état d'urgence;

17. Demande au Secrétaire général de veiller à ce que le Groupe de travail reçoive toute l'assistance nécessaire, notamment en ce qui concerne le personnel et les ressources adéquates pour remplir son mandat, y compris pour l'organisation, le déroulement et le suivi de missions dans les pays qui souhaiteraient inviter le Groupe de travail;

18. Prie le Groupe de travail de présenter un rapport à la Commission, à sa cinquantième session, et de lui faire toutes suggestions et recommandations lui permettant de s'acquitter mieux encore de sa mission, en particulier pour ce qui concerne les voies et moyens d'assurer le suivi de ses décisions, en coopération avec les gouvernements;

19. Décide de poursuivre l'examen de la question à sa cinquantième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Questions des droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement".

-----